



Mobilisons nous le samedi 30 janvier contre la loi Sécurité Globale et les autres textes liberticides

Nous appelons à une nouvelle Marche des libertés, samedi 30 janvier, à 14h30 du Portail des Jacobins jusqu'à la Préfecture. Nous passerons devant le siège de l'Indépendant et de la Dépêche où nous ferons une halte, en soutien aux journalistes menacés par cette loi.

Nous demandons le retrait total de la proposition de loi dite « Sécurité globale », le retrait du Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO) et de toute autre disposition élargissant la surveillance de masse ou faisant reculer le droit à l'information.

Malgré une mobilisation de très grande ampleur (500 000 manifestant.es en France, le 28 novembre), déployée dans un contexte d'état d'urgence sanitaire et de confinement, le gouvernement et les parlementaires se sont contentés d'effets d'annonce s'agissant de la réécriture de l'article 24 de la proposition de loi « Sécurité globale ». Texte que le Sénat semble vouloir fusionner avec l'article 18 du projet de loi « confortant les principes républicains », précédemment nommée « contre le séparatisme ».

Ni la commission Delarue sur les rapports entre journalistes et forces de l'ordre, ni le «Beauvau de la sécurité» ne sauront nous détourner de notre objectif.

Par ailleurs, nous nous opposons aux dispositifs de surveillance généralisée instaurés par les drones et les caméras piétons, à la sélection des journalistes instaurée par le nouveau SNMO ainsi qu'aux décrets parus en décembre étendant les possibilités de fichage aux groupements et notamment aux opinions politiques ou syndicales, aux comportements et habitudes de vie.

Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.

Samedi 30 janvier 14h30 au Portail des Jacobins à Carcassonne

**Pour le retrait total de la proposition de loi dite « Sécurité globale »
Pour le retrait du Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO)
Pour le retrait de toutes les dispositions élargissant la surveillance de masse
ou faisant reculer le droit à l'information.**